

Comparatif : Compte-titres / PEA / PEA-PME / Assurance-vie / Contrat de capitalisation

	Compte-titres	PEA	PEA-PME	Assurance-vie	Contrat de capitalisation
Personnes éligibles	Personne physique ou morale française ou étrangère	Personne physique résidente fiscale française		Personne physique ou morale (rare en pratique) française ou étrangère	Personne physique ou morale française ou étrangère
Nombres de compte	Illimité	1 / personne	1 / personne	Illimité	Illimité
Composition	Un compte espèce + un compte-titres	PEA bancaire : Un compte espèce et un compte-titres PEA assurance : un contrat de capitalisation		Un contrat d'assurance-vie	Un contrat de capitalisation
Délai de renonciation	Aucun			30 jours	
Type de versement	En numéraire ou en nature (titres)	En numéraire			
Versement minimum	Aucun (sauf clause contraire de l'établissement)			Aucun minimum légal mais souvent imposé par l'établissement (100 € à 10 000 €)	
Versement maximum	Illimité	150 000 €	225 000 €	Illimité	illimité
		Plafond global PEA + PEA PME de 225 000 €			
Supports éligibles	Tous les titres financiers cotés ou non (actions, obligations, SIIC, FIP etc.)	Support limités (voir conditions du contrat)	Support limités (voir conditions du contrat)	Supports limités (voir les conditions du contrat : SCPI, FIA, FPCI, OPCVM, actions et obligations...)	
		Titres uniquement européens	Titres émis par des PME et ETI européennes		
Garantie du capital	NON			OUI sur les fonds euros	
Frais	Pas de plafonnement	Frais plafonnés (ouverture, tenue de compte, transaction, transfert ou clôture)		Pas de plafonnement (hors frais sur versements plafonnés 5%)	
Arbitrage	Imposable	Non imposable			
Avances	Possibilité d'une avance sur titre (crédit lombard) sous condition	PEA assurance : Possibilité de procéder à des avances (prévues dans le contrat) PEA bancaire : Possibilité de bénéficier d'une avance sur titre sous condition		Possibilité de procéder à des avances (prévues dans le contrat)	
Types de gestion	Libre, conseillée, sous mandat, etc.				

	Compte-titres	PEA	PEA-PME	Assurance-vie	Contrat de capitalisation
Transfert entre établissement	Possible			Impossible	
Fiscalité en cas de vie	<p>Annuelle selon les supports :</p> <p>Revenus : <u>SCPI</u> : revenus fonciers</p> <p><u>Dividendes/</u> <u>intérêts</u> : PFU à 12,8 % ou option globale pour l'imposition au barème progressif de l'IR + Prélèvements sociaux (PS) 17,2 %</p> <p>En cas de cession : → PVI : IR 19 % + PS (17,2 %) → PVM : PFU ou option barème + PS</p>	<p>Pas de taxation pendant la phase de capitalisation (sauf : - les dividendes > 10 % de la valeur des titres ; - les plus-values afférentes à des ORA (obligations remboursables en actions) non cotées dans un PEA-PME qui sont exonérées uniquement dans la limite de 2 fois la valeur d'inscription des titres)</p> <p>Retrait → avant 5 ans : PFU à 12,8 % ou option globale pour l'imposition au barème progressif de l'IR + Prélèvements sociaux (17,2 %) → Après 5 ans : exonération d'impôt (mais les PS restent dus)</p>	<p>Pas de taxation pendant la phase de capitalisation (hors PS sur fonds euros)</p> <p>Rachat : → PFU (12,8 % ou 7,5 % selon les primes versées) ou option pour l'IR - Abattement 4 600 € ou 9 200 € (couple) si contrat + 8 ans + PS sur les unités de compte.</p>		
Donation	<p>Possible</p> <p>Taxation aux droits de donation</p> <p>Purge de la plus-value latente (IR et PS)</p>	Impossible			<p>Possible</p> <p>Taxation aux droits de donation</p> <p>Intérêts latents purgés (IR et PS) mais conserve l'antériorité fiscale</p>
Décès du titulaire	<p>Transmission du compte et purge de la plus-value latente (IR et PS)</p> <p>Taxation aux droits de succession sur la valeur vénale au jour du décès</p>	<p>Clôture du plan Transfert sur un compte-titre ordinaire (PEA bancaire) Ou transmission du contrat de capitalisation (PEA assurance)</p> <p>Plus-value latente exonérées d'IR mais soumise aux PS</p>			<p>Contrat dénoué</p> <p>Perception par les bénéficiaires d'un capital (ou titres si option pour le paiement en nature)</p> <p>Taxation des capitaux décès suivant l'article 990 I (sur la valeur au jour du décès) ou 757 B du CGI (sur le montant des primes versées)</p> <p>Transmission du contrat.</p> <p><u>Intérêts latents purgés</u> (IR et PS) mais conserve l'antériorité fiscale</p> <p>Taxation aux droits de successions sur la valeur vénale au jour du décès</p>